



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC**

---

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR  
L'EXPLOITATION ET LE SUIVI DES PRESTATIONS RELEVANT DU  
CONTRAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE, INCLUANT  
L'ACHAT DE GAZ POUR LES PRODUCTIONS DE CHALEUR, DE  
L'HÔPITAL NOVO**

---

**HOPITAL NOVO**  
6 Avenue de l'Île de France  
95300 PONTOISE

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Mode de passation .....	3
1.4 - Type et forme de contrat .....	3
1.5 - Variantes et prestations supplémentaire éventuelles .....	3
2 - Pièces contractuelles .....	3
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	3
4 - Missions .....	4
6 - Durée et délais d'exécution .....	4
6.1 - Durée du contrat .....	4
7 - Prix .....	4
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
7.2 - Modalités de variation des prix .....	4
9 - Modalités de règlement des comptes .....	4
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	4
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	4
9.3 - Délai global de paiement .....	5
9.4 - Paiement des cotraitants .....	5
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	5
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	5
10.1 - Présentation des livrables .....	6
10.2 - Modifications techniques .....	6
10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations .....	6
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	6
11.1 - Vérifications .....	6
11.2 - Décision après vérification .....	6
12 - Développement durable .....	6
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	7
14 - Pénalités .....	7
14.1 - Pénalités de retard .....	7
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	7
14.3 - Autres pénalités .....	7
15 - Assurances .....	7
16 - Résiliation du contrat .....	7
16.1 - Conditions de résiliation .....	7
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	8
17 - Règlement des litiges et langues .....	8
18 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	8
18.1 - Rappel des obligations du titulaire .....	8
18.2 - Modalité de contrôle et de sanction .....	9
19- Dérogations .....	9

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'EXPLOITATION ET LE SUIVI DES PRESTATIONS RELEVANT DU CONTRAT DE PERFORMANCE ENERGETIQUE, INCLUANT L'ACHAT DE GAZ POUR LES PRODUCTIONS DE CHALEUR, DE L'HÔPITAL NOVO.**

Lieu(x) d'exécution :

Nom de l'établissement : HOPITAL NOVO - SITE DE PONTOISE

Adresse : 6 Av. de l'Île de France, 95300 Pontoise

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour cause d'indissociabilité des prestations

### 1.3 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### 1.4 - Type et forme de contrat

Le marché avec un maximum de 150 000 euros HT sera conclu en application Des articles R. 2111-4 et L 2111-1 et L 2111-2 du Code de la commande publique.

### 1.5 - Variantes et prestations supplémentaire éventuelles

Les variantes ne sont pas autorisées et aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le mémoire technique et organisationnel conforme aux exigences du CCTP et aux critères d'évaluation du présent marché
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Annexe 1 RGPD
- Annexe 2 - Engagement de confidentialité

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Dans le cadre de la présente consultation, l'Hôpital Novo a mis en place une attestation d'engagement de confidentialité que les candidats s'engagent à fournir.

## 4 - Missions

Les éléments des missions incombant au titulaire sont détaillés à l'article 4 du CCTP.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une durée 12 mois à compter de la date de notification et est reconductible 3 fois 12 mois.

L'exécution du marché débute à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025 ou de la date différée si notification ultérieure. L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer la mission.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire et unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix des prestations sont révisibles annuellement à la date anniversaire du marché La formule de révision est établie à partir de l'indice ingénierie selon la règle suivante :

$$P = P_0 (0,2 + 0,8 \text{ Ing} / \text{Ing}_0)$$

Dans laquelle:

P=Nouveau prix

P<sub>0</sub>=Prix Initial du marché

ING<sub>0</sub>=Valeur de l'indice au mois M<sub>0</sub>

ING= Valeur du dernier indice connu au moment de la date de révision au moins M

Le coefficient sera arrondi au millième supérieur.

*NOTA : le calcul de la révision incombe au titulaire qui doit calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôles dudit calcul*

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier
- Le cas échéant, le numéro de SIRET
- Le numéro du marché

- Le numéro du compte bancaire ou postal
- Le numéro du bon de commande
- La désignation de l'organisme débiteur
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des missions exécutées par le ou les sous-traitants)
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- La date de facturation
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT

Eléments indispensables pour l'adressage correct des factures sur Chorus :

Code service: SERV\_TRAV\_CDE

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### **10.1 - Présentation des livrables**

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Par voie dématérialisée

Ils sont remis selon les formats et sur les supports suivants :

Pour les documents en cours d'études, les formats pourront être de type PDF

A la restitution des documents finaux, les formats seront de type PDF et Word ou Excel ou Power Point ou tout autre support adapté (exemple dwg pour des plans).

Le titulaire devra remettre 1 exemplaire(s) de chaque livrable demandé dans le cadre du présent contrat.

Chaque livrable devra être remis dans les délais prévus au marché.

### **10.2 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

### **10.3 - Arrêt de l'exécution des prestations**

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **12 - Développement durable**

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, la dimension environnementale est prise en compte dans l'exécution du marché ainsi le titulaire à l'obligation de l'intégrer dans l'exécution de missions définies au CCTP.

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 € sans mise en demeure préalable pendant 5 jour(s) puis 150.00 € par jour au-delà.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 14.3 - Autres pénalités

- Retard dans l'envoi des comptes rendus de réunions : Pénalité de 30€ par jour calendaire de retard
- Retard dans l'envoi du programme de visite technique : Pénalité de 30 € par jour calendaire
- Retard dans la diffusion des livrables prévus au CCTP : Pénalité de 50 € par jour calendaire

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-

12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise est compétent en la matière.

En cas de différend, seul le CCIRA de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **18 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

### **18.1 - Rappel des obligations du titulaire**

L'Hôpital NOVO confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.



## 18.2 - Modalité de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## 19- Dérogations

- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles